

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 18 MAI 2017

Achats numériques et socialement responsables, c'est possible !

Le dispositif des clauses sociales : un levier d'insertion essentiel pour le retour à l'emploi des personnes en difficulté

Placé sur le thème des achats publics responsables dans le secteur du numérique, le 1^{er} OpenMap ESS (Economie Sociale et Solidaire) organisé ce matin à l'Université de Nanterre par le GIP Maximilien et le réseau d'acteurs impliqué dans la Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales (MACS) avait pour objectif de rapprocher les acheteurs publics et les structures ESS de l'Ile-de-France.



« La MACS a été mise en place pour répondre aux enjeux d'emploi des nombreux projets d'aménagement du Grand Paris. Au travers de cette mission nous avons à cœur d'œuvrer sur le volet social pour le développement des clauses sociales dans la commande publique francilienne et la progression de l'emploi durable », a expliqué Alice Le Moal, Conseillère départementale des Hauts-de-Seine, Représentante élue du département au GIP Maximilien.

Ce 1^{er} OpenMap ESS a réuni plus de 180 participants, issus de la sphère publique et du secteur privé (acheteurs publics, réseaux d'entreprises, entreprises et structures ESS) qui s'étaient donné rendez-vous pour faire connaissance, échanger sur la spécificité de leurs métiers et activités, exprimer leurs besoins, ensemble construire les projets à venir.

Retour, par ce communiqué de presse, sur cette matinée et ses temps forts au travers du témoignage de la Société du Grand Paris, du GRAFIE et de RézoSocial, une structure ESS.



A l'échelle d'une région, c'est la 1^{ère} mission dédiée aux clauses sociales

Financée par l'Etat et le FSE (dans le cadre du Schéma directeur Grand Paris Emploi/Formation) et porté par la Région Ile-de-France et le GIP Maximilien, la MACS est l'outil fédérateur d'un réseau d'acteurs franciliens, au service de l'emploi des publics en difficulté (bénéficiaires des minima sociaux, jeunes sans qualification, seniors sans activité, publics reconnus handicapés...). Son pilotage a été confié en juillet 2016, pour une période de 2 ans, au GIP Maximilien qui s'entoure d'un réseau de partenaires disposant chacun d'une expertise bien définie (URTIE, GRAFIE, UNEA, réseau GESAT) et qui travaille en étroite collaboration avec les huit coordinations départementales des clauses sociales.

« Le pilotage de la MACS, explique Flora Vigreux, Directrice du GIP Maximilien, nous permet de proposer à nos membres des réponses nouvelles sur le volet social des marchés publics et d'enrichir les actions d'accompagnement qu'on leur propose. Nous pouvons ainsi valoriser et diffuser les bonnes pratiques ainsi que notre action en faveur de

« Le défi pour l'économie sociale et solidaire est de taille. Etre en mesure de l'accompagner au profit de nos concitoyens relève de notre responsabilité d'acteur public. »

Yvonne Neckenig, Société du Grand Paris

Rendre le dispositif des clauses sociales plus visible et inciter les maîtres d'ouvrage à utiliser leurs achats comme levier d'insertion, c'est-à-dire d'accès à l'emploi pour un public fragile est un objectif prépondérant comme l'explique **Yvonne Neckenig, Chargée de mission clauses sociales à la Société du Grand Paris** : « La Société du Grand Paris veut faire du Grand Paris Express une opportunité pour les personnes actuellement éloignées de l'emploi : elle impose à tous les attributaires de ses marchés de travaux de dédier un minimum de 5% des heures de travail aux personnes en insertion (demandeurs d'emplois de longue durée...). Le Grand Paris Express est aussi un levier de croissance pour les PME. Dans le cadre de sa démarche partenariale avec les entreprises qui réalisent les travaux, la Société du

Grand Paris impose dans ses marchés de construction du nouveau métro, qu'une part d'au moins 20 % des travaux soit exécutée par des PME, en cotraitance ou en sous-traitance. » ⇒ Voir la suite du témoignage en page 4.

L'importance des clauses sociales dans les marchés publics est une question sur laquelle plusieurs acteurs ont souhaité s'exprimer lors de l'OpenMap. Ainsi, **Idriss Bennani, co-fondateur de RézoSocial**, entreprise d'insertion par l'informatique venue pitcher dans la matinée.

« C'est un moyen particulièrement efficace pour les pouvoirs publics de mobiliser le marché du travail. Un moyen précieux pour amener des rencontres avec des acteurs « classiques » et leur démontrer qu'ils peuvent s'appuyer sur nous, par exemple dans le cadre de la sous-traitance. »

BarCamp et OpenMap : le GIP Maximilien rapproche les acteurs publics et privés

Après un Barcamp (photo ci-contre) co-organisé le 17 novembre dernier avec le SGMAP sur le thème « Opendata des données sociales dans les marchés publics », le GIP Maximilien a donc inauguré ce matin une série d'OpenMap (le 2^{ème} aura lieu le 16 novembre prochain) pour promouvoir les échanges des donneurs d'ordre publics avec des structures ESS et, par ce biais, impulser davantage d'économie sociale et solidaire dans la commande publique.



C'est donc autour de la question des clauses sociales dans les marchés publics et de son impact sur l'insertion des publics éloignés de l'emploi que les acheteurs publics franciliens et les structures de l'ESS (y compris SIAE et EA/ESAT) du secteur du numérique s'étaient donné rendez-vous ce matin à Nanterre. Chacun était d'accord pour dire que cette matinale a favorisé une meilleure connaissance de l'offre des structures de l'ESS par les acheteurs publics et leurs services opérationnels ; elle a permis également de sensibiliser les structures de l'ESS aux contraintes des services achats des acteurs publics.

Acteur majeur du Grand Paris venu rencontrer les structures de l'ESS, la Société du Grand Paris, par la voix d'**Yvonne Neckenig, chargée de mission clauses sociales**, a salué cette initiative OpenMap :

« Ce type d'initiative permet à la Société du Grand Paris d'informer les structures de l'économie sociale et solidaire sur les opportunités de développement économique et numérique liées au Grand Paris Express, aussi bien à court terme, sur les chantiers, qu'à plus long terme, pour l'aménagement des quartiers de gares. Le numérique s'affirme aujourd'hui comme un levier de transformation économique et sociale à part entière. »

Partenaire de la mission MACS, le **GRAFIE**, quant à lui, a témoigné par la voix de **Joffrey Hacquin, chargé de mission** : « Cette rencontre répond à un double enjeu. D'un côté, les acheteurs auront une meilleure connaissance de l'IAE (Insertion par l'Activité Economique) et pourront mieux cerner la manière de travailler de nos structures qui proposent une qualité de travail similaire, voire supérieure, à une entreprise du secteur dit classique et qui permettent l'accompagnement de personnes en insertion. De l'autre côté, l'impact pour les structures est de faire

comprendre leur travail et donner envie à des acheteurs de travailler avec elles. Et par ricochet permettre à des personnes de se relancer dans la vie active. »

Joffrey Hacquin a poursuivi son propos en soulignant l'importance de l'IAE : « *Faire appel à l'IAE permet de donner un sens aux achats des donneurs d'ordre. Cela répond pleinement aux stratégies de RSE et d'achats responsables. En faisant appel à l'IAE, et à l'ESS d'une manière générale, on se dote d'une politique d'achats qui met l'humain au cœur de sa stratégie.* »

Pitches et networking : structure ESS, acheteur public et partenaire témoignent !

Six structures de l'ESS appartenant au secteur du numérique, sélectionnées au préalable sur dossier, ont été invitées à présenter leurs solutions et leurs projets innovants lors d'une séance de pitches.

Première structure ESS sélectionnée pour l'OpenMap, l'entreprise d'insertion **RézoSocial** s'est exprimée par la voix de son co-fondateur **Idriss Bennani** : « *L'ESS porte des innovations sociétales, mais aussi technologiques ! Nous avons démontré qu'il est possible d'allier le travail social et les prestations à forte valeur ajoutée en informatique d'entreprise. Nous avons remporté en 2013 les trophées de l'ESS (Ville de Paris) et la bourse French Tech en 2015 (BPI). RézoSocial est la seule entreprise d'insertion à bénéficier du label « jeune entreprise innovante » du Ministère de la Recherche.* »

« *L'ESS porte des innovations sociétales, mais aussi technologiques !* »

Idriss Bennani,
RézoSocial

Puis les acheteurs publics franciliens et les structures ESS ont pu échanger dans le cadre de rendez-vous bilatéraux (networking) sur leurs besoins respectifs, leurs offres et bien entendu les projets d'achats publics dans les mois à venir.

« *Les solutions numériques font partie des achats et prestations que la Société du Grand Paris peut réaliser directement auprès d'entreprises de petite taille, explique Yvonne Neckenig, Chargée de mission clauses sociales-Projet Emploi. Cet événement nous permet de rencontrer des structures de l'ESS et de connaître leurs produits et services, qui peuvent répondre à nos besoins à court et moyen terme.*

De plus, face à la transformation numérique, il est intéressant de s'informer sur les atouts de cette économie du double point de vue de ses capacités d'innovation et d'adaptation aussi bien techniques que sociales et sociétales. »

« *Cette initiative va donner une belle visibilité aux SIAE du secteur du numérique* »

Joffrey Hacquin, GRAFIE

En parallèle à cette séance de networking, une douzaine de partenaires - acteurs publics, représentants de l'ESS et du monde économique - ont accueilli les participants sur leurs espaces d'exposition.

Un moment de dialogue important avec les participants comme en témoigne **Joffrey Hacquin, chargé de mission au GRAFIE** : « *Ce type d'initiative n'est pas si courant et pourtant très concret. Il permet de mettre en lien d'un côté des acheteurs qui ont une demande forte de mieux connaître les structures de l'IAE ; et de l'autre côté, nos SIAE qui ont une volonté de pouvoir accéder plus facilement aux marchés publics. Nos structures de l'IAE sont plutôt bien identifiées dans certains secteurs (bâtiment, nettoyage) mais beaucoup moins dans le numérique. Cet événement est essentiel pour permettre cette prise de contact, il a donc été naturel pour le GRAFIE d'en devenir un partenaire !* ».

Rendez-vous pour le 2ème OpenMap ESS le 16 novembre prochain

Fort du succès de ce 1^{er} OpenMap ESS, une seconde rencontre est, d'ores et déjà, programmée le jeudi 16 novembre 2017 en Ile-de-France pour faire avancer la question des clauses sociales, de l'insertion via le développement des achats publics responsables.

« Nous disposons d'une certaine légitimité pour répondre aux besoins de nos financeurs (DIRECCTE d'Ile-de-France et Région Ile-de France). **Mobiliser nos partenaires et les coordinations départementales des clauses sociales qui œuvrent sur le terrain est pour nous un vrai enjeu** car cela contribue à faire progresser, de jour en jour, la question des clauses sociales dans les marchés publics », précise **Flora Vigreux, Directrice du GIP Maximilien**, qui rappelle l'importance de la mise en réseau des acteurs et de la mutualisation des expériences autour de la question des clauses sociales.

« Par sa capacité à fédérer de nombreux acheteurs, le GIP Maximilien permet de créer des liens entre les différents acteurs de la clause sociale que sont les maîtres d'ouvrages, les acteurs de l'insertion, les entreprises et les acheteurs publics ; ces derniers sont ainsi en mesure de partager et de mutualiser leurs bonnes pratiques en matière de clauses sociales. C'est pourquoi ces rencontres OpenMap ESS sont essentielles. »

Le Grand Paris Express, une opportunité pour les personnes éloignées de l'emploi

Témoignage de la Société du Grand Paris - Yvonne Neckenig, Chargée de mission clauses sociales-Projet Emploi-Cabinet du Président du Directoire

La Société du Grand Paris veut faire du Grand Paris Express une opportunité pour les personnes actuellement éloignées de l'emploi : elle impose à tous les attributaires de ses marchés de travaux de dédier un minimum de 5% des heures de travail aux personnes en insertion (demandeurs d'emplois de longue durée...). Une convention a déjà été conclue en ce sens avec l'établissement public territorial (EPT) Paris-Est-Marne et Bois et le conseil départemental de Val-de-Marne, pour mettre en œuvre les engagements de l'entreprise.

La Société du Grand Paris subventionne les actions conduites par l'EPT pour développer l'emploi local et favoriser l'insertion, en lien avec les entreprises intervenant sur les chantiers, à hauteur de 60 000 euros par an. Ce type de partenariat est amené à se développer dans les mois qui viennent.

Le Grand Paris Express est aussi un levier de croissance pour les PME. Dans le cadre de sa démarche partenariale avec les entreprises qui réalisent les travaux, la Société du Grand Paris impose dans ses marchés de construction du nouveau métro, qu'une part d'au moins 20 % des travaux soit exécutée par des PME, en cotraitance ou en sous-traitance. Nous avons mis en place en 2017 un Observatoire des PME, qui vérifiera le respect de la mise en œuvre de cette clause.

Contact Presse du GIP Maximilien et sites web

Véronique Massé, agence Isée, v.masse@isee-communication.fr / 06 23 92 26 35

Le site du GIP Maximilien <http://www.maximilien.fr/> et son compte twitter @GIP_MAXIMILIEN

Le blog des Rencontres OpenMap ESS <https://openmapsocial.wordpress.com/>

Le blog du BarCamp OpenData Social du 17 novembre 2016 <https://barcampmaximilien.wordpress.com/>